

## Rapport de présentation

-----

Projet de décret portant diverses dispositions statutaires relatives aux corps des chargés de recherche du développement durable et de directeurs de recherche du développement durable relevant du décret n°2014-1324 du 4 novembre 2014.

Les corps de chargés de recherche du développement durable et de directeurs de recherche du développement durable sont deux corps de catégorie A du ministère d'État, ministère de la transition écologique et solidaire.

Comprenant un peu plus de 400 agents (278 chargés de recherche et 129 directeurs de recherche-situation au 31/12/2016-), ces deux corps disposent d'un statut commun particulier constitué par le décret n°2014-1324 du 4 novembre 2014 portant statut particulier du corps des chargés de recherche du développement et du corps des directeurs de recherche du développement durable, déclinant le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques.

Au cours de l'année 2016, le ministère de l'éducation supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) a procédé à la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) au bénéfice des membres de ses propres corps de recherche par décret n°2017-852 du 6 mai 2017 portant dispositions statutaires relatives aux directeurs de recherche et chargés de recherche relevant du décret n°83 -1260 du 30 décembre 1983 cité ci-dessus, impactant le décret ministériel qui demande à être actualisé.

Il s'agit à la fois de simplifier les carrières des corps de chargés de recherche et de directeurs de recherche et de les revaloriser par un déroulement de carrière sur au moins deux grades tout en garantissant une certaine attractivité à l'entrée dans le corps.

Pour les chargés de recherche, il s'agit, de dynamiser leur carrière par la fusion de la 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> classes et la création d'un nouveau grade de chargé de recherche de classe normale comprenant 10 échelons (durée alignée dans les grades de maître de conférence de classe normale) ainsi que de favoriser de nouvelles perspectives de carrière par la création d'un nouveau grade d'avancement hors classe culminant en hors échelle A.

Pour les directeurs de recherche, il s'agit essentiellement de revaloriser l'échelonnement indiciaire des directeurs de recherche de 2<sup>e</sup> classe par l'ajout d'un 7<sup>e</sup> échelon doté d'un indice hors échelle B.

Le présent projet de décret vise à décliner les évolutions prévues dans la mise en œuvre du protocole PPCR pour les deux corps de recherche ministériels relevant du décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques.

Ce projet de décret reprend de nombreuses évolutions introduites par le MESRI pour les corps de recherche afin de faciliter les mobilités entre les différents services employeurs et favoriser ainsi l'attractivité des corps de recherche par notamment :

- la possibilité d'audition, à la demande du candidat par tout moyen de télécommunication permettant l'identification et garantissant la participation effective des candidats, dans le respect de l'égalité de traitement ;

- la fixation à hauteur de 15 % des recrutements dans le corps de la proportion réservée aux concours d'accès direct au grade de chargé de recherche hors classe ;
- la prise en compte de 6 années d'exercice des métiers de la recherche dans les conditions d'ancienneté pour l'éligibilité au concours par accès direct au grade de chargé de recherche hors classe ;
- la création d'un grade de chargé de recherche hors classe comprenant 6 échelons et un échelon exceptionnel culminant en HEA;
- la gestion de l'éméritat par la délivrance d'un titre limité à une durée maximale de 5 ans.

Il s'agit enfin de réaffirmer certains principes dérogatoires contenus dans le décret ministériel comme pour la fixation d'un taux promu/promouvable pour les changements de grade afin de garantir un équilibre de gestion entre les établissements publics relevant de la tutelle du MTES, ainsi que les articles 10 et 11 du décret ministériel définissant sur le rôle de la COMEVAL, l'organisation des jurys d'admissibilité et les conditions d'examen des candidatures...